

SES. Terminale
Devoir surveillé

Durée: 2 heures.

Consignes: Vous réaliserez les parties 1 et 2 de cette épreuve composée.

Cette épreuve comprend deux parties.

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

1/ Quelles sont les principales mutations des conflits sociaux ? (3 points)

2/ Montrez que la solidarité mécanique demeure dans une société où s'affirme le primat de l'individu. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis montrerez ce qu'il nous apprend sur les difficultés de l'intégration européenne.

Tableau de bord de quelques économies de pays membres de l'Union européenne en 2014.

	Allemagne	Espagne	France	Grèce	Pays-Bas	Royaume-Uni
PIB, indice base 100 = 2008	103,5	93,8	102	74,8	100,7	98,9
PIB / habitant (base 100 = moyenne zone euro)	115,9	80,7	109,3	59,5	122,4	102,1
Taux de chômage (%)	4,8	23,7	10,3	25,8	6,7	5,9
Taux d'inflation	0,5	-0,5	0,4	-1,2	0,3	1,3
Solde extérieur (en % du PIB)	6,2	0,1	-1,4	0,7	9,9	-3,8
Déficit public (en % du PIB)	0,3	-5,7	-4,4	-2,7	-2,5	-5,3
Dettes publiques (en % du PIB)	75,5	98,6	95,2	174,2	69,4	92

Source: Eurostat et FMI

SES. Terminale
Devoir surveillé: Correction

Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

1/ Quelles sont les principales mutations des conflits sociaux ? (3 points)

Analyse des consignes:

1- La question porte sur les principales évolutions qu'ont connu les conflits sociaux depuis... non pas « avant », « autrefois », « à l'époque » comme certains l'ont écrit mais en comparaison avec ceux de l'époque industrielle. D'où la nécessité de contextualiser la réponse : société industrielle (Marx) vs NMS de la société post-industrielle (Tourraine).

2- Il est important de structurer la réponse (connecteurs logiques, bien mobilisés par Lélia et Lucie) mais également de l'introduire dès la première phrase (3 changements de Lucie).

3- Enfin, la réponse devant être démonstrative, vous deviez prouver/ illustrez les changements énoncés.

Remarque: si le terme de conflits sociaux a été défini par certains, la démonstration pouvait s'en passer comme le montrent les réponses de Lélia et Lucie...

** Réponse de Lucie*

Depuis le milieu des années 1960, les conflits sociaux se sont transformés avec la naissance des NMS, Nouveaux Mouvements Sociaux. Ce sont tout d'abord les acteurs des conflits sociaux qui ont changé. En effet, au temps du mouvement ouvrier, il s'agissait des populations les plus défavorisées tandis qu'aujourd'hui il s'agit d'individus éduqués et disposant de ressources culturelles. De plus, les revendications se sont, elles aussi, transformées du fait du passage de valeurs matérialistes, c'est-à-dire que les conflits sont porteurs d'enjeux économiques tels que la croissance ou l'absence d'inflation ou ont pour objectif la sécurité physique, à des valeurs post-matérialistes. Ces dernières sont des valeurs portant sur l'appartenance (transparence des décisions politiques par exemple) ou sur des questions intellectuelles et éthiques telles que celle de l'environnement. Les NMS ont aussi engendré une politisation de la dimension identitaire : on quitte la sphère du travail, les conflits concernent la vie privée. En outre, les moyens d'actions ont, eux aussi, subi une mutation. On assiste à un recul de la grève et à une désyndicalisation au profit d'autres moyens (par exemple manifestations) plus originaux et visuels afin d'attirer les médias et de modifier l'agenda politique qui est une hiérarchie des causes opérée par les pouvoirs publics. Enfin, les conflits se sont pacifiés, institutionnalisés. Ils sont régulés (régis par des règles) et régulateurs (créateurs de règles).

** Réponse de Lélia*

Les conflits sociaux ont connus deux grandes principales mutations. La première portant sur les enjeux du conflit et la deuxième sur la manière dont il est réalisé. Aujourd'hui, on assiste à une diminution des conflits du travail du fait d'une forte désyndicalisation qui peut s'expliquer par le développement des emplois atypiques comme l'intérim ou les CDD et l'augmentation du chômage. Cette baisse des conflits du travail laisse place à une augmentation des Nouveaux Mouvements Sociaux. Ces conflits n'ont pas la même portée puisqu'ils reposent plutôt sur des valeurs culturelles. En effet, ces conflits sociaux vont chercher à défendre les minorités pour mieux les intégrer à notre société comme les homosexuels ou les étrangers. Ces nouveaux mouvements sociaux ont aussi de plus grands enjeux qu'auparavant, par exemple le mouvement féministe ou le mouvement altermondialiste sont tout deux transnationaux. L'un défend les droits de la femme à travers le monde, l'autre veut refaire la mondialisation avec de nouvelles règles sociales et plus soucieuses de l'environnement. D'autres conflits sont réalisés pour revendiquer le droit à l'intégration dans la société comme les mobilisations de prostituées. La deuxième mutation repose sur la forme que prend le conflit et aujourd'hui on remarque que celui-ci est de plus en plus protestataire. En effet, les individus utilisent beaucoup plus de formes différentes de conflit comme le boycott, les grèves perlées, les pétitions, l'hacktivisme..

Les conflits sont aussi de plus en plus violents et on assiste à une augmentation des émeutes, des séquestrations de patrons, des menaces d'explosion d'usine et même des menaces de dégradation de l'environnement. Paradoxalement, la tendance générale des conflits tend tout de même à se pacifier. Les conflits sont aujourd'hui très régulés, c'est à dire encadrés par de nombreuses règles. De plus, les individus sont beaucoup plus légalistes et vont plutôt utiliser la méthode douce pour attirer l'attention comme utiliser la dérision.

2/ Montrez que la solidarité mécanique demeure dans une société où s'affirme le primat de l'individu. (3 points)

Analyse des consignes:

1- La réponse implique la mobilisation des notions du programme. Il était donc important de définir/ expliquer les concepts de solidarité organique/ solidarité mécanique, de société où s'affirme le primat de l'individu et de faire référence à Durkheim.

2- Là encore une réponse structurée est attendue (le « néanmoins » de Lucie et le « mais » de Lélia illustrent cette qualité de leur réponse): montrez dans un premier temps que si la solidarité organique domine dans les sociétés d'individus, elle n'a pas disparu dans ces mêmes sociétés (2ème temps).

3- Enfin, la réponse doit être démonstrative: démontrer en quoi les liens sociaux qui structurent la famille, le groupe des amis, certaines banlieues ... s'apparentent bien à de la solidarité mécanique.

** Réponse de Lucie*

Dans les sociétés contemporaines, la forme majeure du lien social, c'est-à-dire l'ensemble des liens qui unissent les individus et les amènent à se sentir membres d'une même société, s'est transformée. En effet, on passe d'une société à solidarité mécanique, qui est une forme du lien social caractéristique des sociétés traditionnelles et qui est fondée sur les similitudes entre les individus, à une société à solidarité organique, qui est une forme du lien social caractéristique des sociétés contemporaines et où il y a une forte division du travail social, attribuant à chacun un rôle précis. Ceci augmente le degré de différenciation des individus, ce qui explique la montée de l'individualisme. Néanmoins, la solidarité mécanique existe encore puisque les liens du sang et la tradition subsistent au sein de la famille. De plus, un groupe d'amis comporte des individus qui se ressemblent, tout comme une société à solidarité mécanique, qui est fondée sur des liens de similitudes. Enfin, la solidarité mécanique existe encore au sein des sectes. Ainsi, la solidarité mécanique demeure dans une société où s'affirme le primat de l'individu.

** Réponse de Lélia*

Notre société connaît une affirmation du primat de l'individu, les individus sont de plus en plus individualistes et autonomes. Durkheim nous dit que dans cette société contemporaine, la solidarité organique est la forme du lien social dominante. Celle-ci repose sur une forte division du travail basée sur la complémentarité des individus et donc leur interdépendance. Mais ce n'est pas la seule forme du lien social, la solidarité mécanique demeure encore aujourd'hui. Prenons l'exemple des cités en banlieue, la forme du lien social dominante est la solidarité mécanique. En effet, les individus qui y habitent sont similaires et la division du travail y est très faible. Les individus ont les mêmes caractéristiques mais partagent aussi les mêmes normes, les mêmes valeurs et les mêmes croyances. L'entraide y est très forte et les individus ne vivent qu'à travers le collectif. C'est la justice pénale qui y règne, c'est à dire que l'affirmation de la différence n'est pas acceptée. Mise à part dans les cités, on retrouve la solidarité mécanique dans d'autres groupes comme la famille ou encore dans les communautés religieuses.

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis montrerez ce qu'il nous apprend sur les difficultés de l'intégration européenne.

Tableau de bord de quelques économies de pays membres de l'Union européenne en 2014.

	Allemagne	Espagne	France	Grèce	Pays-Bas	Royaume-Uni
PIB, indice base 100 = 2008	103,5	93,8	102	74,8	100,7	98,9
PIB / habitant (base 100 = moyenne zone euro)	115,9	80,7	109,3	59,5	122,4	102,1
Taux de chômage (%)	4,8	23,7	10,3	25,8	6,7	5,9
Taux d'inflation	0,5	-0,5	0,4	-1,2	0,3	1,3
Solde extérieur (en % du PIB)	6,2	0,1	-1,4	0,7	9,9	-3,8
Déficit public (en % du PIB)	0,3	-5,7	-4,4	-2,7	-2,5	-5,3
Dettes publiques (en % du PIB)	75,5	98,6	95,2	174,2	69,4	92

Source: Eurostat et FMI
Réponses de Lucie

Analyse des consignes:

1- Il convient d'abord de présenter le document fourni de manière exhaustive: type de document, source, titre, variables (toutes), pays (tous) et unité (toutes).

2- Il faut ensuite mobiliser vos savoir-faire pour bien montrer que vous les maîtrisez: cela passe par des lectures (indice, part montrant donc que vous comprenez de quoi vous parlez) mais aussi bien sûr des calculs.

3- Ces calculs doivent être au service de votre réponse, bref ils doivent servir votre démonstration (qui doit être structurée), celle-ci nécessitant bien sûr l'explication de ce qui est attendu par « intégration européenne ».

Autant d'éléments qu'a très bien réussi Noémie...

Réponse de Noémie

Le document ci-contre est un tableau à double entrée intitulé "Tableau de bord de quelques économies de pays de l'Union Européenne en 2014". Il a été réalisé par Eurostat et le FMI, deux centres statistiques. Ce tableau est composé, dans ces colonnes, de six des pays membres de l'U.E (Allemagne, Espagne, Grèce, France, Pays-Bas et Royaume-Uni) et dans ces lignes, différentes variables nous permettant de comparer ces pays entre eux (PIB en indice base 100 en 2008, PIB/habitant exprimé en indice base 100 pour la moyenne européenne, le taux de chômage en %, le taux d'inflation en %, le solde extérieur, le déficit public et la dette publique en % du PIB)

Selon Eurostat et le FMI, entre 2008 et 2014, l'Allemagne a vu ses richesses augmenter de 3,5% alors que celles de la Grèce ont reculé de 26,2%. Nous avons là, deux pays économiquement différents : C'est le problème majeur de l'U.E : La diversité des pays empêche une politique budgétaire et monétaire communes. On voit notamment que les inégalités de richesses sont plus importantes que la moyenne de la zone euro en Grèce avec seulement la moitié du PIB/hab de la moyenne européenne.

Au niveau monétaire, en 2014, en Allemagne, sur 100 actifs, 4,8 étaient en moyenne au chômage autrement dit sans emploi, à la recherche d'un et disponible pour le faire alors qu'en Espagne, 23,7 %l'étaient soit environ 5 fois plus qu'en Allemagne. Sur la même année, en Allemagne, il y avait une hausse générale des prix de 0,5% tandis qu'en Grèce, on observait une déflation de 1,2%. Ces variables peuvent être contrôlées par la Banque Centrale Européenne (BCE) qui, par l'intermédiaire du taux d'intérêt directeur peut faire fluctuer ces variables. En effet, une baisse des taux directeurs peut faire augmenter les investissements et par là, la création ou la demande d'emplois et donc une réduction du chômage. De la même manière, l'inflation peut être plus ou moins régulée.

Au niveau budgétaire, selon Eurostat et FMI, aux Pays-Bas, le solde extérieur était positif c'est à dire que les exportations étaient plus importantes que les importations de 9,9% du PIB. En 2014 toujours, en Allemagne, le solde extérieur était de 6,2% soit 15% de moins que les Pays-Bas mais 62% de plus que l'Espagne. Une solution aurait été possible : L'Espagne aurait pu faire dévaluer sa monnaie pour être plus

compétitif et augmenter ainsi son solde extérieur sauf que sa monnaie est l'euro et est partagée par tous les pays membres de l'U.E. Tous les pays membres n'ont pas tous besoin d'une dévaluation de l'euro pour leur balance commerciale, comme l'Allemagne. Selon le PCS (Pacte de stabilité de croissance), la dette doit être à hauteur de 60% du PIB et le déficit à 3% du PIB. La France, l'Espagne et le Royaume-Uni ne respectent pas ce pacte. Leurs dépenses publiques sont plus importantes que leurs prélèvements de, respectivement, 4,4%, 5,7% et 5,3%. De la même manière, la dette publique qui doit être de 60% du PIB n'est respectée par aucun des six pays. La Grèce a sa dette à hauteur de 174,2% de son PIB. Elle est donc plus endettée par rapport à ce qu'elle produit comme richesse soit une différence de 100 points de pourcentage avec l'Allemagne. Ainsi la solution serait pour la Grèce, une politique de rigueur pour renflouer l'état et rembourser la dette mais si le pays se lance dans une politique de rigueur, les grecs iront travailler dans d'autres pays puisqu'ils verront leurs salaires baisser. Le problème étant que si les autres pays sont dans une politique de relance et que les dépenses publiques y sont importantes, la politique budgétaire grecque sera déjouée par celle de ses pays voisins. Pour contourner ces problèmes, il faudrait installer un système fédéral, mais qui voudrait avoir un chef au dessus de lui ? Qui pourrait se prétendre légitime à superviser les décisions économiques de chaque pays de l'U.E? Voilà le vrai problème de l'intégration économique, à l'heure d'aujourd'hui.